

# **Appel à action:**

## **Juillet 2014 – le mois contre le mur d’Apartheid**

Le 9 juillet 2014 marquera le dixième anniversaire de l’avis consultatif de la Cour Internationale de Justice intitulé « Conséquences juridiques de l’édification d’un mur dans le territoire palestinien occupé ». Cet avis considère le mur d’Apartheid en Cisjordanie comme illégal eu regard du droit international. La Cour a été claire : elle a demandé la démolition du mur, a rappelé une fois de plus les droits des Palestiniens et a appelé la communauté internationale à faire respecter l’avis par Israël.

Ce qui a suivi a été une décennie d’injustice et d’impunité permanente, Israël ne rendant aucun compte pour ses actions illégales. Dix ans plus tard, le Mur et son régime associé de colonies continuent de croître en Palestine, matérialisant un instrument massif d’annexion des terres, de pillage des ressources naturelles et de déplacement. Le mur constitue la dernière brique dans le projet d’apartheid d’Israël qui définit les enclaves séparées dans lesquelles les Palestiniens doivent être confinés - une version plus cruelle des bantoustans créés par l’ancien régime d’apartheid sud-africain. Dans le monde entier, Israël a réussi à promouvoir les murs comme modèle acceptable pour les gouvernements pour exclure, marginaliser, déposséder, discriminer et ségréguer une population.

Alors qu’Israël a mis en péril la dernière initiative de discussion de paix après l’échec de 20 ans de négociations, c’est le moment d’une « intifada juridique », une lutte populaire intensifiée et plus de boycotts, désinvestissements et de sanctions. Il est temps de rendre des comptes.

**Nous appelons les gens partout dans le monde à unir leurs efforts avec nous:  
Faites de Juillet le mois contre le Mur de l’Apartheid !**

### **# StopImpunity**

**Nous vous encourageons à :**

- **Sensibiliser et informer sur le mur et son impact sur le peuple palestinien et notre lutte pour la justice ;**
- **Lancer et renforcer des campagnes contre les entreprises de construction et de maintenance du Mur ;**
- **Interpeler votre gouvernement sur ses obligations mentionnées dans la décision de la CIJ.**

La décision de la Cour internationale de Justice a déclaré trois obligations :

- 1) Pour Israël : de démolir le mur, annuler toutes les lois et réglementations relatives à la construction et verser des réparations pour les dommages causés ;
- 2) Pour la communauté internationale : de ne pas reconnaître, aider ou porter à assistance :
  - Au mur ;
  - Au régime qui lui est associé (dont les projets de colonies) ;
  - Au maintien de la situation créée par le celui-ci.

Cela implique un appel clair de ne pas financer ou de ne pas soutenir toute activité liée à ce qui précède.

3) Pour la communauté internationale : de prendre des mesures efficaces pour mettre fin aux violations israéliennes du droit international, dont des sanctions.

En Palestine, les gens ont continué à résister au mur par des manifestations populaires, des poursuites en justice et des actions directes. Exactement un an après la décision de la CIJ, la société civile palestinienne a appelé à une campagne mondiale pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) afin de soutenir notre lutte pour la justice et la libération.

Nous remercions tous ceux dans le monde qui ont pris des mesures pour faire pression sur leurs gouvernements, les institutions et les entreprises à suivre la décision de la CIJ, et au-delà, contre l'apartheid israélien, le colonialisme et l'occupation. Nous vous demandons d'élargir et d'approfondir le mouvement mondial BDS pour la justice.

**Une justice différée est une justice refusée! Arrêtez le mur maintenant! Boycott, Désinvestissement et Sanctions maintenant!**

***Premiers signataires :***

*Coalitions:*

Palestinian Grassroots Anti-Apartheid Wall Campaign - Stop the Wall  
Palestinian BDS National Committee (BNC); 27 member networks  
National and Islamic Forces (Coalition of the Palestinian political parties)  
Palestinian NGO Network (PNGO); over 135 member organizations  
Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem, 25 member organizations  
Occupied Palestine and Syrian Golan Heights Advocacy Initiative (OPGAI); 11 member organizations  
Land Defense Coalition; 6 member organizations

*Organizations:*

Addameer - Prisoner Support and Human Rights Association  
Al Mezan Centre for Human Rights  
Arab Agricultural Engineers Association (AAA)  
Badil Resource Center for Palestinian Residency & Refugee Rights  
Center for Defense of Liberties and Civil Rights "Hurriyyat"  
Independent Commission for Human Rights (ICHR)  
Jordan Valley Solidarity  
Kairos Palestine  
Land Research Center (LRC)  
Muwatin, the Palestinian Institute for the Study of Democracy  
National Association for Democracy and Law  
Palestinian Businesswomen's Association (ASALA)  
Palestinian Center for Democracy & Conflict Resolution (PCDCR)  
Palestinian Centre for Peace and Democracy (PCPD)  
Palestinian Farmers Union (PAFU)  
Palestinian Federation of New Trade Unions  
Palestinian Youth Union  
Project Loving Care Society (PLC)  
Rural Women Development Society  
The Applied Research Institute Jerusalem (ARIJ)  
Union of Agriculture Work Committees (UAWC)  
Women and Family Affairs Center